

Art. 19

La présente loi entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 29 juin 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Art. 19

Deze wet treedt in werking de eerste dag van de derde maand volgend op die gedurende welke zij in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 29 juni 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
M. WATHELET

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
M. WATHELET

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
ET MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 93 — 1775

[C — 21237]

14 JUILLET 1993. — Arrêté royal déterminant les modalités de transfert de membres du personnel de l'Institut d'Hygiène et d'Epidémiologie aux Régions

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 88, modifié par la loi du 8 août 1988;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment l'article 40, § 2;

Vu l'arrêté royal du 25 juillet 1989 déterminant les modalités de transfert de membres du personnel des ministères aux Exécutifs des Communautés et des Régions et au Collège réuni de la Commission communautaire commune, modifié par les arrêtés royaux des 28 décembre 1989 et 1er octobre 1990;

Vu le protocole n° 165 du 22 avril 1993 du Comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique donné le 7 avril 1993;

Vu l'avis du Gouvernement flamand, donné le 12 mai 1993;

Vu l'avis du Gouvernement régional wallon, donné le 6 mai 1993;

Vu l'avis du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 13 mai 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, de Notre Ministre de la Santé publique et de l'Environnement et de l'avis de Nos Ministres réunis en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. § 1er. Pour l'application du présent arrêté, on entend par membres du personnel : les membres du personnel scientifique affectés à l'Institut d'Hygiène et d'Epidémiologie (dénommé ci-après « l'Institut ») qui ont été confirmés ou non dans leur fonction, ainsi que les membres du personnel définitifs, les stagiaires et les

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER
EN MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID
EN LEEFMILIEU

N. 93 — 1775

[C — 21237]

14 JULI 1993. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de wijze waarop personeelsleden van het Instituut voor Hygiëne en Epidemiologie overgaan naar de Gewesten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 88, gewijzigd door de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, inzonderheid op artikel 40, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 juli 1989 tot vaststelling van de wijze waarop de personeelsleden van de ministeries overgaan naar de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven en naar het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 28 december 1989 en 1 oktober 1990;

Gelet op het protocol nr. 165 van 22 april 1993 van het Comité voor de nationale, gemeenschaps- en gewestelijke overheidsdiensten;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken gegeven op 7 april 1993;

Gelet op het advies van de Vlaamse Regering, gegeven op 12 mei 1993;

Gelet op het advies van de Waalse Gewestregering, gegeven op 6 mei 1993;

Gelet op het advies van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, gegeven op 13 mei 1993;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister, van Onze Minister van Volksgezondheid en Leefmilieu en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder personeelsleden : de bij het Instituut voor Hygiëne en Epidemiologie (hierna « het Instituut » te noemen) tewerkgestelde leden van het wetenschappelijk personeel die al dan niet in hun functie zijn bevestigd, en de in vast verband benoemde personeelsleden, de

membres du personnel temporaires ou engagés par contrat de travail y compris le personnel auxiliaire à l'exception des membres du personnel occupés à charge du patrimoine.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté :

1° les stagiaires sont considérés comme titulaires du grade pour lequel ils ont été admis au stage;

2° le membre du personnel engagé par contrat de travail visé au § 1er, est censé être titulaire du grade correspondant à l'emploi pour lequel il a été engagé ou, en cas de silence du contrat au sujet de cet emploi, du grade auquel est liée l'échelle de traitements dans laquelle son traitement est fixé.

Art. 2. § 1er. Des membres du personnel de l'Institut, sont transférés aux Régions soit à leur demande soit d'office dans le cas visé au paragraphe 2, alinéa 3.

§ 2. La procédure de transfert est engagée par l'envoi aux membres du personnel de l'Institut, d'un ordre de service qui les invite à faire savoir par écrit, dans les trente jours, s'ils souhaitent être transférés à la Région wallonne, à la Région flamande ou à la Région de Bruxelles-Capitale, dans un des emplois énumérés dans ledit ordre de service.

Les demandes sont transmises et classées selon la procédure décrite à l'article 2, § 2, b, alinéas 2 à 5, de l'arrêté royal du 25 juillet 1989 déterminant les modalités de transfert de membres du personnel des ministères aux Exécutifs des Communautés et des Régions et au Collège réuni de la Commission communautaire commune. Toutefois, avant le classement prévu à l'alinéa 3 du point b, l'autorité établit l'ordre comme suit, entre agents ayant la même qualité :

1° les membres du personnel de la section visée à l'ordre de service;

2° les membres du personnel des sections « Air » et « Eau » et des services généraux de l'Institut;

3° les membres du personnel d'un autre service de l'Institut que les sections et services mentionnés au 1° et au 2°.

Si après qu'il a été satisfait aux demandes visées à l'alinéa 1er, il reste des emplois à pourvoir, les membres du personnel chargés des affaires correspondantes à ces emplois, y sont affectés d'office dans l'ordre inverse de celui que déterminent l'article 2, § 2, b, alinéas 2 à 5, de l'arrêté royal du 25 juillet 1989 précité.

Art. 3. Les membres du personnel sont transférés par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres pris sur la proposition conjointe du Premier Ministre et du Ministre de la Santé publique et de l'Environnement, après avis des Gouvernements intéressés.

Les membres du personnel sont transférés selon leur rôle ou régime linguistique.

Ces transferts ne sont pas de nouvelles nominations. Ils ne peuvent pas être considérés comme des transferts au sens de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant statut des agents de l'Etat.

Art. 4. § 1er. Outre leur qualité et leur grade, les membres du personnel scientifique transférés à une Région conservent leur ancienneté de service, scientifique et pécuniaire et les membres du personnel non-scientifique, leur ancienneté administrative et pécuniaire. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 2, ils conservent également les allocations, les indemnités ou les primes et les autres avantages dont ils bénéficiaient à l'Institut conformément à la réglementation qui leur était applicable. Ils ne conservent les avantages liés à une fonction que pour autant que les conditions de leur octroi subsistent dans la Région.

§ 2. Lorsque des membres du personnel sont chargés de l'exercice d'une fonction supérieure à l'Institut, il est uniquement tenu compte pour leur transfert de leur grade statutaire. Si dans la Région, ils sont à nouveau chargés, dès la date de leur transfert et sans interruption de l'exercice de la même fonction supérieure que celle qu'ils ont exercée à l'Institut, ils sont censés poursuivre l'exercice de la fonction supérieure pour l'application de l'arrêté royal du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat.

§ 3. Les membres du personnel soumis à l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat conservent dans la Région le dernier signalement qui leur a été attribué.

Ce signalement demeure valable jusqu'à l'attribution d'un nouveau signalement.

stagiaires et de temporaire of bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelsleden, met inbegrip van het hulppersoneel, met uitzondering van de ten laste van het patrimonium tewerkgestelde personeelsleden.

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit :

1° worden de stagiairs geacht de graad te bekleden waarin zij tot de stage worden toegelaten;

2° wordt het personeelslid dat bij een arbeidsovereenkomst in dienst is genomen, geacht de graad te bekleden die overeenstemt met de betrekking waarvoor het personeelslid werd aangeworven of, indien de overeenkomst geen uitsluitel geeft over deze betrekking, de graad waaraan de weddeschaal verbonden is waarin zijn bezoldiging wordt vastgesteld.

Art. 2. § 1. Personeelsleden van het Instituut worden aan de Gewesten overgedragen hetzij op hun verzoek, hetzij van ambtswege in het in paragraaf 2, derde lid, bedoelde geval.

§ 2. De procedure van overdracht wordt ingezet door het toesturen aan de personeelsleden van een dienstorder waarin zij worden verzocht schriftelijk en binnen dertig dagen te laten weten of zij wensen te worden overgedragen aan het Vlaamse, aan het Waalse of aan het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest op één van de betrekkingen vermeld in voornoemde dienstorder.

De aanvragen worden ingediend en gerangschikt volgens de procedure beschreven in artikel 2, § 2, b, tweede tot vijfde lid, van het koninklijk besluit van 25 juli 1989 tot vaststelling van de wijze waarop de personeelsleden van de ministeries overgaan naar de Gemeenschaps- en Gewestexecutieve en naar het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. Voor de rangschikking vermeld in het derde lid van punt b, stelt de overheid de volgende orde vast voor de personeelsleden met dezelfde hoedanigheid :

1° de personeelsleden van de afdeling vermeld in de dienstorder;

2° de personeelsleden van de afdelingen « Lucht » en « Water » en van de algemene diensten van het Instituut;

3° de personeelsleden van de andere diensten van het Instituut dan de in 1° en 2° vermelde afdelingen of diensten.

Indien er, nadat aan de aanvragen bedoeld in eerste lid is voldaan, nog betrekkingen te begeven zijn, worden de personeelsleden belast met de zaken die met deze betrekkingen overeenstemmen, van ambtwege daarop aangewezen in de omgekeerde volgorde van artikel 2, § 2, b, tweede tot vijfde lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 25 juli 1989.

Art. 3. De personeelsleden worden overgedragen bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit genomen op gezamenlijke voordracht van de Eerste Minister en de Minister van Volksgezondheid en Leefmilieu, na advies van de betrokken Regeringen.

De personeelsleden worden overgedragen volgens hun taalrol of -regime.

Deze overdrachten zijn geen nieuwe benoemingen. Zij kunnen niet worden beschouwd als overplaatsingen volgens het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel.

Art. 4. § 1. Naast hun hoedanigheid en hun graad, behouden de aan een Gewest overgedragen wetenschappelijke personeelsleden hun dienst-, wetenschappelijke en geldelijke anciënniteit en de niet-wetenschappelijke personeelsleden, hun administratieve en geldelijke anciënniteit. Onverminderd de bepalingen van paragraaf 2, behouden zij ook de toelagen, vergoedingen of premies en andere voordelen waarop zij in het Instituut aanspraak konden maken overeenkomstig de reglementering die op hen van toepassing was. Zij behouden de voordelen verbonden aan een functie slechts in zoverre de voorwaarden voor de toekenning ervan blijven bestaan in het Gewest.

§ 2. Wanneer de personeelsleden in het Instituut belast zijn met de uitoefening van een hogere functie, wordt voor hun overdracht alleen rekening gehouden met hun statutaire graad. Indien zij in het Gewest vanaf de datum van de overdracht zonder onderbreking opnieuw worden belast met de uitoefening van dezelfde hogere functie als die welke zij in het Instituut uitoefenden, worden zij voor de toepassing van het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen geacht de hogere functie verder uit te oefenen.

§ 3. De personeelsleden waarop het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel van toepassing is, behouden in het Gewest de laatste beoordeling die hun werd toegekend.

Die beoordeling blijft geldig tot de toekenning van een nieuwe beoordeling.

Si à la date de son transfert en vertu du présent arrêté, un membre du personnel a introduit une demande en révision de son signalement, la procédure est poursuivie dans son nouveau service.

Les dispositions des alinéas premier et trois sont également applicables aux membres du personnel de niveau 4 qui font l'objet d'une mention défavorable.

§ 4. Les membres du personnel définitif qui, à l'Institut, ont acquis des titres à la promotion par la réussite d'un concours d'accession au niveau supérieur ou d'un examen d'avancement de grade, les conservent après leur transfert.

Pour leur classement, ces lauréats sont censés avoir présenté le concours ou l'examen dans leur nouveau service.

Si les procès-verbaux des concours ont été clos à la même date, les lauréats sont classés entre eux comme s'ils avaient participé au même concours.

Si les procès-verbaux des concours ont été clos à des dates différentes, priorité est donnée aux lauréats du concours dont le procès-verbal est clos à la date la plus ancienne.

Art. 5. § 1er. Lorsque l'autorité régionale compétente prend la décision d'établir tout ou partie des services transférés de l'Institut qui sont actuellement établis dans l'arrondissement de Bruxelles-Capitale, en dehors de cet arrondissement, elle publie sa décision au *Moniteur belge*.

Si la décision prévue à l'alinéa 1er est prise après un délai de dix-huit mois prenant cours à la date à laquelle les membres du personnel de l'Institut ont été transférés, la procédure fixée par le présent article n'est pas applicable.

Les membres du personnel du service visé à l'alinéa 1er, transférés d'office, qui n'ont pas encore obtenu à la Région une promotion autre qu'en carrière plane ou un changement de grade, peuvent demander par écrit à être affectés à un des services de l'Institut qui se situent dans l'arrondissement de Bruxelles-Capitale.

Dans les trente jours de la date que le Roi fixe pour chaque Région par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres après avis du Gouvernement concerné, ils adressent cette demande à leur chef hiérarchique le plus élevé qui la transmet au Premier Ministre. Une copie est envoyée par voie hiérarchique au même chef.

§ 2. Les membres du personnel de l'Institut qui désirent être affectés aux services de la Région visé au paragraphe 1er, peuvent introduire une demande écrite dans le délai et selon les modalités fixés au paragraphe 1er.

§ 3. L'autorité dont relève le membre du personnel ayant introduit une demande sur base des paragraphes 1er ou 2, peut décider, dans l'intérêt du service, qu'il n'y est pas donné suite lorsque ce membre du personnel est porteur d'un grade de niveau 1 ou d'un grade d'un autre niveau pour lequel une qualification spéciale ou un diplôme spécial est requis.

Ces décisions sont prises pour une période de trois ans au plus à partir de la date visée au paragraphe 1er, alinéa 4.

Dans les trente jours de la notification de la décision, les agents porteurs d'un grade classé au rang 10 ou dans les niveaux 2, 3 et 4 peuvent exercer contre cette décision un recours devant la commission créée en exécution de l'article 5, § 3, de l'arrêté royal du 25 juillet 1989 précité. La décision de la commission est sans appel.

§ 4. Il est donné suite aux demandes visées au paragraphe 1er, par permutation avec les membres du personnel qui ont introduit une demande conformément au paragraphe 2.

La permutation s'opère en suivant l'ordre, les conditions et la procédure fixés par l'arrêté royal du 25 juillet 1989 précité.

§ 5. Pour autant que les listes d'attente ne comportent plus de candidat adéquat à la permutation à l'Institut, les membres du personnel non-scientifique transférés dont la demande est restée valable, sont mis à la disposition du service de réaffectation de la fonction publique par notification du Premier Ministre. Le Ministre de la Fonction publique décide de la mise à la disposition en fonction des emplois vacants disponibles pour la réaffectation des intéressés.

Conformément aux dispositions réglant la mobilité d'office de l'arrêté royal du 22 octobre 1982 portant les mesures d'exécution relatives à la mobilité du personnel de certains services publics, le service de réaffectation met les membres du personnel à la disposi-

Indien een personeelslid op de datum van zijn overdracht krachtens dit besluit een beroep tegen de hem toegekende beoordeling heeft ingesteld, wordt dit beroep in zijn nieuwe dienst afgehandeld.

De bepalingen van het eerste en derde lid gelden ook voor de personeelsleden van niveau 4 die een ongunstige vermelding bekomen hebben.

§ 4. De vaste personeelsleden die bij het Instituut geslaagd zijn voor een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau of voor een examen voor verhoging in graad behouden na hun overdracht de aanspraken op bevordering die zij door het slagen voor een van die examens hebben verworven.

Voor hun rankschikking worden de geslaagden geacht het vergelijkend examen of het examen, te hebben afgelegd in hun nieuwe dienst.

Indien het over vergelijkende examens gaat waarvan het proces-verbaal op dezelfde datum is afgesloten, worden de geslaagden onderling geranscht alsof het om eenzelfde examen ging.

Indien het over vergelijkende examens gaat waarvan het proces-verbaal op verschillende data is afgesloten, wordt voorrang verleend aan de geslaagden voor het examen waarvan het proces-verbaal op de eerst afgelegde datum is afgesloten.

Art. 5. § 1. Wanneer de bevoegde gewestoverheid beslist de overgedragen diensten van het Instituut, die thans in het arrondissement Brussel-Hoofdstad gevestigd zijn, geheel of gedeeltelijk buiten dat arrondissement te vestigen, maakt zij haar beslissing bekend in het *Belgisch Staatsblad*.

Wordt de in het eerste lid bedoelde beslissing genomen na een termijn van achttien maanden ingaande op de datum waarop de personeelsleden van het Instituut overgedragen zijn, dan is de in dit artikel bepaalde procedure niet langer van toepassing.

De van ambtswege overgedragen personeelsleden van de in het eerste lid bedoelde dienst die bij het Gewest nog geen bevordering andere dan in een vlakke loopbaan- of verandering van graad bekomen hebben kunnen schriftelijk aanvragen aangewezen te worden voor één van de diensten van het Instituut die in het arrondissement Brussel-Hoofdstad zijn gelegen.

Binnen dertig dagen na de datum die de Koning vaststelt bij een in Ministerraad overlegd besluit na advies van de betrokken Regering, sturen zij deze aanvraag bij een ter post aangetekende brief aan hun hiërarchische meerdere met de hoogste graad, die de aanvraag doorstuurt naar de Eerste Minister. Een afschrift wordt via hiërarchische weg aan dezelfde chef toegestuurd.

§ 2. De personeelsleden van het Instituut die wensen te worden aangewezen voor de diensten van het Gewest bedoeld in paragraaf 1, kunnen een schriftelijke aanvraag indienen binnen de termijn en volgens de modaliteiten bepaald in paragraaf 1.

§ 3. De overheid waaronder het personeelslid dat een aanvraag op basis van paragrafen 1 of 2 heeft ingediend, ressorteert, kan in het belang van de dienst beslissen dat geen gevolg aan deze aanvraag wordt gegeven wanneer het personeelslid een graad van niveau 1 bekleedt of een graad van een ander niveau waarvoor een bijzondere kwalificatie of een bijzonder diploma vereist is.

Deze beslissingen worden genomen voor een periode van maximum drie jaar vanaf de datum bedoeld in paragraaf 1, 4e lid.

Tegen deze beslissing kunnen de personeelsleden die een graad bekleeden geranscht in rang 10 of in niveau 2, 3 of 4 binnen dertig dagen na de kennisgeving ervan beroep instellen bij de commissie opgericht ter uitvoering van artikel 5, § 3, van het voornoemde koninklijk besluit van 25 juli 1989. Tegen de beslissing van de commissie kan geen beroep worden aangetekend.

§ 4. Aan de aanvragen bedoeld in paragraaf 1, wordt gevolg gegeven via de omwisseling met de personeelsleden die een aanvraag overeenkomstig paragraaf 2 hebben ingediend.

De omwisseling geschiedt in de volgorde, en volgens de voorwaarden en de procedure die bepaald zijn bij het voornoemde koninklijk besluit van 25 juli 1989.

§ 5. Voor zover op de wachtlijsten geen voor omwisseling passende kandidaat van het Instituut meer voorkomt, worden de overgedragen niet-wetenschappelijke personeelsleden wier aanvraag geldig is gebleven, ter beschikking van de dienst van reëfectatie van Openbaar Ambt gesteld bij kennisgeving van de Eerste Minister. De Minister van Ambtenarenzaken beslist over de terbeschikkingstelling naargelang er vacante betrekkingen beschikbaar zijn voor de reëfectatie van de betrokkenen.

Volgens de bepalingen betreffende de mobiliteit van ambtswege van het koninklijk besluit van 22 oktober 1982 houdende de uitvoeringsmaatregelen betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten, stelt de reëfectatiedienst de perso-

tion des administrations et autres services des ministères ainsi que des organismes d'intérêt public qui :

1° sont soumis à l'arrêté royal précité du 22 octobre 1982;

2° sont situés dans l'arrondissement de Bruxelles-Capitale;

3° ne figurent pas parmi les organismes visés par la loi relative à la suppression et à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonnée le 13 mars 1991.

Dans l'attente d'une réaffectation par le Ministre de la Fonction publique, les agents visés au premier alinéa restent affectés à l'emploi qui leur a été désigné à la Région. Cette dernière continue à supporter les dépenses afférant à ce personnel jusqu'au moment où les agents viennent en ordre utile pour une réaffectation.

L'article 23 de l'arrêté royal du 21 avril 1965 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de l'Etat, est applicable aux membres du personnel scientifique transférés dont la demande est restée valable et pour qui les listes d'attente ne comportent plus de candidat adéquat à la permutation à l'Institut. Le Ministre de la Fonction publique et le service de réaffectation de la Fonction publique exercent les compétences attribuées au Ministre concerné visé à l'article 23 de l'arrêté royal du 21 avril 1965 précité.

Les membres du personnel visés aux alinéas 1er et 4 occupent leur nouvel emploi soixante jours après la décision de réaffectation.

§ 6. Les dispositions de l'article 4, § 3, et § 4, sont également d'application aux membres du personnel définitifs qui ont fait l'objet d'une permutation en vertu du paragraphe 4 du présent article.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Notre Premier Ministre et Notre Ministre de la Santé publique et de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 juillet 1993.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
J.-L. DEHAENE

Le Ministre de la Santé publique et de l'Environnement,
Mme M. DE GALAN

neelsleden ter beschikking van de besturen en andere diensten van de ministeries en van de nationale instellingen van openbaar nut die :

1° onderworpen zijn aan het voormelde koninklijk besluit van 22 oktober 1982;

2° in het arrondissement Brussel-Hoofdstad gevestigd zijn;

3° niet behoren tot de instellingen bedoeld bij de wet betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten.

In afwachting van een reëffectatie door de Minister van Ambtenarenzaken blijven de in het eerste lid bedoelde personeelsleden geëffecteerd in de betrekking die hen werd aangewezen door het Gewest. Dit laatste blijft instaan voor de uitgaven met betrekking tot deze personeelsleden tot op het ogenblik waarop zij in aanmerking komen voor een reëffectatie.

Artikel 23 van het koninklijk besluit van 21 april 1965 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, is van toepassing op de overgedragen wetenschappelijke personeelsleden wier aanvraag geldig is gebleven en voor wie op de wachtlijsten geen voor omwisseling passende kandidaat van het Instituut meer voorkomt. De Minister van Ambtenarenzaken en de dienst van reëffectatie van het Openbaar Ambt de bevoegdheden oefenen toegekend aan de betrokken Minister in voornoemd koninklijk besluit van 21 april 1965, uit.

De in het eerste en het vierde lid bedoelde personeelsleden bekleden hun nieuwe betrekking zestig dagen na beslissing van reëffectatie.

§ 6. De bepalingen van artikel 4, § 3 en § 4, zijn ook van toepassing op de vaste personeelsleden die omgewisseld worden krachtens paragraaf 4 van dit artikel.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. Onze Eerste Minister en Onze Minister van Volksgezondheid en Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 juli 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
J.-L. DEHAENE

De Minister van Volksgezondheid en Leefmilieu,
Mevr. M. DE GALAN

EXECUTIFS — EXECUTIEVEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 93 — 1776

[C — 27313]

17 JUN 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux agents contractuels subventionnés affectés à des fouilles ou rénovations de sites archéologiques

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi-programme du 30 décembre 1988, notamment l'article 96, § 2;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 mars 1989 d'exécution du Chapitre II du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988, notamment l'article 4;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 mai 1993;

Vu l'avis du Comité de Gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 8 juin 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le présent arrêté doit produire ses effets le 1er juillet 1993 afin de donner d'urgence aux associations concernées les ressources financières et humaines requises pour entamer ou poursuivre les tâches suivantes, s'effectuant principalement en période estivale : les fouilles, la consolidation de ruines, de vestiges archéologiques ou la mise en valeur du patrimoine;